

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 29/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS KERGONCILY

Kergoncily
29550 Plonévez-Porzay

Références : -
Code AIOT : 0052902347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2024 dans l'établissement SAS KERGONCILY implanté Kergoncily 29550 Plonévez-Porzay. L'inspection a été annoncée le 16/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Une pollution du ruisseau Le Lapid, situé en contrebas de l'exploitation, avait été signalée en mai 2023 par l'EPAB. Une visite d'inspection du site a eu lieu le 08/05/2023.

La sensibilité du milieu (bassin versant Algues vertes, plages à 1 km en aval) a nécessité la mise en place de prescriptions complémentaires. Un arrêté complémentaire signé le 08/03/2024 a fixé les mesures à mettre en œuvre ainsi que les modifications apportées à l'installation, une partie des mesures prévues à l'issue de l'inspection ayant déjà été réalisées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS KERGONCILY
- Kergoncily 29550 Plonévez-Porzay
- Code AIOT : 0052902347
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS de Kergoncily est un élevage porcin composé de 330 reproducteurs, 1800 porcelets en post-sevrage, 2992 porcs en engraissement et 24 cochettes non saillies, avec une fabrique d'aliment et une installation de méthanisation.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Fuite dans le milieu

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Collecte de la totalité des effluents et plan de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I	Sans objet
2	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-9	Sans objet
3	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-1	Sans objet
4	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-6	Sans objet
5	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-15	Sans objet
6	Capacités de stockage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-I	Sans objet
7	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-II	Sans objet
8	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-III	Sans objet
9	Pollutions diffuses	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-9	Sans objet
10	Pollutions diffuses	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 20-4-1	Sans objet
11	Pollutions diffuses	Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 20-4-2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux effectués permettent de séparer les eaux non souillées issus de gouttière et de drainage des eaux qui ruissellent sur les surface de travail. Le bassin de réception est en cours de terrassement, la période très humide n'a pas permis de terminer les travaux.

Au jour de la visite, le ruisseau ne présente plus de traces d'eutrophisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Collecte de la totalité des effluents et plan de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I
Thème(s) : Élevage, Collecte et stockage des effluents
Prescription contrôlée : I. - Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées
Constats : Des mesures complémentaires ont été prescrites à l'exploitant par l'arrêté du 08/03/2024, concernant la collecte des eaux potentiellement souillées et le suivi du ruisseau Le Lapis. Voir aux points 10 et 11.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-9
Thème(s) : Élevage, Rétention des aires et locaux de travail
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. À cet effet, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées ou, en cas d'impossibilité, traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.
Constats : Suite à la visite de mai 2023, il avait été prescrit à l'exploitant d'installer un seuil à l'entrée du hangar de compostage, de manière à éviter les entrées d'eau pluviale et de créer une rétention en cas de déversement accidentel. Le seuil du hangar de compostage a été coulé en Aout 2023 (photo de la réalisation transmises). Le seuil est adapté pour empêcher les écoulements de jus vers l'extérieur et éviter toute entrée d'eau pluviale.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-1

Thème(s) : Élevage, Rétentions**Prescription contrôlée :**

Au 1er juillet 2021 uniquement pour l'implantation de nouveaux équipements Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Au 1er juillet 2022 : Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas du présent 2.10.1, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à 10^{-7} mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu

Au 1er juillet 2022 : Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.

Constats :

Des analyses des eaux de drainage des fosses ont été réalisées le 13/09/2023 : les résultats ne révèlent pas de transfert de pollution et attestent ainsi que les fosses sont étanches.

N° d'échantillon	unité	1	2
DCO	mg O ₂ /l	39	22
DBO5	mg O ₂ /l	<3	<3
N total Kjeldhal	mg/l	2	< 0,1
N-NH4	mg/l	0,03	0,04
N-NO3	mg/l	1,6	7,8
N-NO2	mg/l	<0,01	0,3
P total	mg/l	0,35	0,23

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-10-6
Thème(s) : Élevage, Rétentions
Prescription contrôlée : <p>Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point 2.10.3. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.</p>
Constats : <p>La première tranche de travaux a été effectuée en été 2023. Une étude de dimensionnement a été réalisée en été /automne 2024 et remise à l'inspection le jour de la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 2-15
Thème(s) : Élevage, Stockage du digestat
Prescription contrôlée : <p>Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de la quantité de digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant au moins quatre mois ou pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible. Cette disposition n'est pas applicable si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.</p> <p>Au 1er juillet 2023 : Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champ moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.</p>
Constats : <p>La fosse à digestat a été couverte par une couverture souple.</p> <p>La station de traitement attenante permet de gérer les volumes de digestat à stocker: les capacités de stockage sont suffisantes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Capacités de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-I
Thème(s) : Élevage, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Au 1er juillet 2022 : (tous) L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.
Constats : Des travaux de réfection des canalisations de collecte des eaux pluviales et de ruissellement ont été entrepris. Les eaux sont actuellement déversées dans un bassin argileux en contrebas du champ voisin. Ce bassin reçoit aussi des eaux de ruissellement du bassin versant opposé. Une étude de dimensionnement a été réalisée en été /automne 2024 et remise à l'inspection le jour de la visite. Cette étude est en cours d'instruction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-II
Thème(s) : Élevage, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Au 1er juillet 2023 : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons. Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.
Constats : L'exploitant a étudié et séquencé les travaux à réaliser, mis en place les mesures palliatives immédiates et transmis le programme de travaux le 29/09/2023
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-3-III
Thème(s) : Élevage, Réseau de collecte
Prescription contrôlée : Au 1er juillet 2023 : les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de

pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.
Constats : La conception du bassin de rétention en cours d'aménagement prévoit la mise en place de vannes pour bloquer l'évacuation au fossé des eaux collectées en cas de besoin.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Pollutions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 5-9
Thème(s) : Élevage, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée
Prescription contrôlée : Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.5 susceptibles d'être émis par l'installation est effectuée sur les effluents rejetés, au moins tous les trois ans, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Le débit est également mesuré, ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.
Constats : Des mesures complémentaires ont été prescrites à l'exploitant par l'arrêté du 08/03/2024, concernant la gestion des eaux potentiellement souillées et le suivi du ruisseau Le Lapis. Des analyses de l'eau du ruisseau prélevée en amont et en aval de l'exploitation ont été faites régulièrement sur une année. Les résultats montrent une dégradation amont / aval modérée des paramètres azote et phosphore, sans toutefois provoquer un changement de la classe de qualité de l'eau du cours d'eau qui reste de « bonne qualité » au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (mesures ponctuelles réalisées sous la responsabilité de l'exploitant).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Pollutions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 20-4-1
Thème(s) : Élevage, Gestion des eaux susceptibles d'être polluées
Prescription contrôlée : Afin de supprimer les transferts de nutriments de l'exploitation vers le ruisseau par les eaux de ruissellement, l'exploitant est tenu de : dès notification de l'arrêté et jusqu'à la mise en place de la collecte et du traitement des eaux de ruissellement souillées : balayer systématiquement les aires empoussiérées nettoyer les regards d'eau pluviale accessibles ; avant le 30 juin 2024 : réaliser une étude des transferts possibles de nutriments alimentaires vers

le réseau des eaux pluviales et prévoir les moyens à mettre en place pour les supprimer. A cet effet, sont à examiner notamment :

- les pratiques de lavage (eaux de lavage non collectées sur les quais, les couloirs, la zone d'équarrissage, les machines à soupe, recyclage de la soupe en cas de panne, nettoyage des silos, la gestion des eaux sanitaires : lave-linges, sanitaires et douches, lavabos, ...), en vérifiant le mode de fonctionnement de chaque bâtiment de l'exploitation ;
- le recensement des aires de travail extérieures susceptibles d'être empoussiérées et lessivées par la pluie, avec les sens d'écoulement des eaux et la détermination du milieu récepteur final ;
- la délimitation des zones qui ne reçoivent qu'exceptionnellement des nutriments, avec le chemin d'évacuation des eaux pluviales qui y ruissellent : ces eaux séparées peuvent être rejetées directement au milieu naturel ;
- les moyens qui seront mis en œuvre pour collecter et traiter les eaux souillées, ainsi que le calendrier de réalisation des travaux qui doit être précisé.

Constats :

L'exploitant a mis en œuvre les prescriptions fonctionnelles et structurelles afin de réduire les flux de nutriments qui parviennent au ruisseau :

- Installation d'un seuil bétonné à l'entrée du hangar de compostage : ce seuil évite les écoulements de jus vers l'extérieur et les intrusions d'eau pluviale dans le hangar.
- Installation d'un caniveau surmonté d'un caillebotis en contrebas des silos d'intrant de la méthanisation, de la zone de travail et du digesteur. La zone autour du digesteur a été imperméabilisée afin d'éviter que l'eau souillée ne s'infiltre dans les drains souterrains.
- Installation d'un caniveau surmonté d'une grille en contrebas des silos d'intrant de la méthanisation, isolement des avaloirs d'eau pluviales susceptibles de recevoir des jus d'intrants.
- Réfection des réseaux d'évacuation des eaux pluviales et des eaux résiduelles (eaux de ruissellement susceptibles d'être chargées) : les travaux sont en cours. Ils ont nécessité le creusement des tranchées profondes pour retrouver les canalisations évacuant les eaux de drainage des fosses. Actuellement, il n'y a plus de rejet d'eau de ruissellement au ruisseau, les eaux collectées transitent par un bassin tampon en cours d'aménagement. Il reste les eaux de drainage de la deuxième lagune et des gouttières des porcheries de l'est du site qui sont rejetées au fossé est.
- Nettoyage régulier des aires de travail extérieur.

L'étude hydraulique a été remise au moment de la visite.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Pollutions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/03/2024, article 20-4-2

Thème(s) : Élevage, Surveillance de l'état du ruisseau Le Lapic

Prescription contrôlée :

Afin de surveiller l'évolution de la pollution du ruisseau Le Lapic en contrebas de l'exploitation, l'exploitant est tenu de :

dégager tous les exutoires ;

suivre l'évolution de l'état physique du lit du cours d'eau par l'observation et la prise de photos du milieu et l'enregistrement des constats entre l'amont et l'aval de l'exploitation ;

réaliser chaque année des analyses d'eau à chacun des exutoires sur les paramètres suivants : MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total ; les échantillons seront prélevés au début d'un épisode pluvieux.

Les résultats du suivi seront transmis chaque année à l'Inspection. L'Inspection pourra alléger ce protocole de suivi au vu des résultats des mesures prises et sur demande de l'exploitant.

Constats :

L'exploitant a procédé au débroussaillage des bords du ruisseau, ce qui a permis de repérer les divers exutoires ; des poteaux blancs signalent les canalisations.

Les résultats des analyses réalisées en 2023 ont été transmises à l'inspection.

Au jour de la visite, les végétaux ne présentent plus de développements bactériens, le fond du ruisseau est sablonneux et caillouteux. La canalisation qui présentait des rejets chargés au moment de la visite en mai 2023 est sec. La canalisation d'évacuation des eaux de drainage du digesteur est propre ; elle est trop profonde pour permettre de la joindre au reste du réseau d'eaux pluviales et sera donc gardée en exutoire au fossé. Il existe un regard de contrôle des drains au bord de la lagune, qui permet de prélever l'eau à analyser.

Type de suites proposées : Sans suite